

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE RÉGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 1609

[C — 27268]

9 MARS 1992. - Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, modifié par le décret du 23 décembre 1993, notamment les articles 10, 11, 12 et 15;

Vu le décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour la protection des eaux de surface, donné le 24 février 1995;

Vu l'avis de l'Office régional wallon des déchets, donné le 20 février 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans le titre de l'arrêté, le terme «Exécutif» est remplacé par le terme «Gouvernement».

§ 2. A l'article 1er, 1^o, il est inséré après les termes «eaux potabilisables», les termes «modifié par le décret du 23 décembre 1993».

A l'article 1^{er}, 4^o, le terme «potabilisable» est supprimé.

A l'article 1^{er}, 10^o, le terme «trait» est remplacé par le terme «toit».

§ 3. L'article 1er est complété comme suit :

14^o «Substances relevant de la liste I ou II» : toute substance mentionnée dans la liste I ou dans la liste II de l'annexe II du présent arrêté.

15^o «Concentration maximale admissible» : la concentration fixée dans l'annexe I de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 juillet 1989 relatif à la qualité de l'eau distribuée par réseau, soit pour les pesticides et produits apparentés :

0,1 µg/l par substance individualisée;

0,5 µg/l au total.

16^o «Pesticides» :

les insecticides :

organochlorés persistants,

organophosphorés,

carbamates,

les herbicides,

les fongicides,

les régulateurs de croissance.

17^o «Titulaire» : le titulaire de l'autorisation de prise d'eau visée à l'article 2 du décret.

18^o «Rejet» : introduction de substances et de matières dans les eaux souterraines avec ou sans cheminement dans le sol ou le sous-sol.

Art. 2. L'article 9 de l'arrêté est complété d'un § 3 libellé comme suit :

« § 3. Pour les prises d'eau situées dans une carrière en activité, les limites de la zone de prise d'eau correspondent à celles de l'ouvrage de prise d'eau ».

Art. 3. Aux articles 11, § 3, et 13, § 1er. de l'arrêté, il est inséré après les termes «la députation permanente du conseil provincial», les termes «la direction provinciale de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine du Ministère de la Région wallonne».

Art. 4. A la suite de l'article 15 de l'arrêté est inséré un chapitre VI et un chapitre VII comprenant les dispositions suivantes :

« CHAPITRE VI. - Mesures de protection

Art. 16. Pour les zones désignées par le Gouvernement et nonobstant les conditions particulières que celui-ci peut adopter pour rencontrer des situations spécifiques, les conditions générales du présent chapitre sont d'application.

Section 1re. - Zones de prise d'eau

Art. 17. Le titulaire de l'autorisation de prise d'eau de catégorie B ou C, établit là où il est possible de pénétrer dans la zone de prise d'eau, une clôture, une haie dense ou toute autre enceinte visant à empêcher l'accès de tiers ainsi que tout rejet dans la zone.

Les parties non bâties de la zone de prise d'eau sont aménagées de manière à empêcher toute contamination; l'emploi de pesticides y est interdit.

Des panneaux, visibles depuis les voiries d'accès et mentionnant lisiblement les informations relatives à la nature du captage, à l'identité du titulaire et aux services à joindre en cas d'accident sont placés aux endroits permettant d'accéder à la zone de prise d'eau.

Section 2. - Zones de prévention

Sous-section 1re. - Zones de prévention rapprochée

Art. 18. Dans la zone de prévention rapprochée sont interdits :

1° l'utilisation ou le dépôt de produits ou matières contenant des substances relevant de la liste I ou II ou toute autre action susceptible de conduire à un rejet de ces substances.

Sont toutefois permis :

- les usages d'hydrocarbures gazeux à la pression atmosphérique;
- les usages d'hydrocarbures liquides, d'huiles et de lubrifiants destinés au fonctionnement des véhicules automoteurs dont l'activité nécessite de passer dans la zone de prévention rapprochée;
- les usages de substances relevant de la liste I ou II dans la mesure où elles sont placées sur ou au-dessus de surfaces imperméables équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet;
- les usages domestiques d'hydrocarbures liquides, d'huiles et de lubrifiants ou de produits contenant de telles substances, contenus dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet.

Les récipients aériens ou situés en cave, d'un volume supérieur à 500 litres, sont placés dans des cuvettes de rétention étanches de capacité suffisante pour empêcher tout rejet liquide.

Les récipients enterrés, sont munis d'une double enveloppe dont l'étanchéité peut être contrôlée pour s'assurer de l'absence de tout rejet;

- 2° les décharges contrôlées visées par le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;
- 3° les dépôts d'engrais et de pesticides;
- 4° les puits perdus et l'épandage souterrain d'effluents domestiques;
- 5° les installations d'entreposage de produits dont la dégradation naturelle présente des risques de pollutions pour les eaux souterraines;
- 6° les terrains de camping, de sport et de loisirs;
- 7° les abreuvoirs;
- 8° les bassins d'orage non étanches;
- 9° les surfaces destinées au parcage de plus de cinq véhicules automoteurs;
- 10° les circuits ou terrains utilisés de façon permanente et non permanente visés par l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs.

Art. 19. Est interdite, en zone de prévention rapprochée, l'implantation :

1° de nouveaux cimetières;

2° de nouveaux enclos couverts pour animaux et notamment d'étables et de chenils.

Les enclos couverts pour animaux, existant à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant une zone de prévention rapprochée, doivent être rendus étanches au sol, et équipés d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide.

Art. 20. En zone de prévention rapprochée :

1° les déversements et transferts d'eaux usées ou épurées ne peuvent avoir lieu que par des égouts, des conduits d'évacuation ou des caniveaux, étanches;

2° les conduites destinées au transport des produits ou de matières contenant des substances relevant de la liste I ou II doivent être étanches; le risque de leur rupture accidentelle doit être réduit à des valeurs négligeables;

3° les dépôts et les installations d'élimination ou de valorisation des déchets visés par le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets sont soumis aux règles suivantes :

- a) ils sont installés à des endroits où le sol est rendu étanche;
- b) ils sont équipés d'un système de collecte empêchant tout rejet;

4° les dépôts d'effluents d'élevage, tels que fumiers, lisiers, purins, et les dépôts de produits d'ensilage susceptibles de libérer des rejets liquides sont soumis aux règles suivantes :

- a) ils ne peuvent contenir que les produits des exploitations agricoles situées en tout ou en partie dans les limites de la zone de prévention;
- b) ils sont contenus dans des cuves ou des récipients étanches ou installés à des endroits où le sol est rendu étanche;
- c) ils sont équipés d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide;

5° les épandages d'effluents d'élevage, de produits autorisés à être épandus à des fins agricoles et d'engrais azotés ne peuvent dépasser les doses maximales prévues à l'annexe III;

6° les épandages de pesticides ne peuvent dépasser les doses mentionnées sur l'emballage en application de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage et de l'arrêté royal du 5 juin 1975 relatif à la conservation, au commerce et à l'utilisation de pesticides et de produits phytopharmaceutiques.

Si le Ministre constate que la concentration en substances matières actives pesticides excède, dans les eaux réceptrices :

- 80 % de la concentration maximum admissible fixée pour les eaux alimentaires, pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle, ou
- 80 % de la concentration maximum admissible fixée pour les eaux alimentaires, pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances,

il prend les mesures adéquates conduisant à la modification de certaines pratiques agricoles, domestiques et autres allant jusqu'à l'interdiction d'épandage de produits pesticides;

7° les parties de voirie traversant la zone sont pourvues de caniveaux étanches retenant tous liquides ou matières qui y seraient déversés accidentellement;

8° lorsque les puits, forages, excavations ou travaux de terrassement dépassant une profondeur de 3 mètres sous la surface du sol font l'objet d'une demande de permis de bâtir soumise à l'avis ou à l'autorisation de l'administration de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, celle-ci recueille l'avis du titulaire au cours de l'instruction de la demande. Cette formalité est exigée lorsque les travaux énumérés ci-dessus dépassent dans les zones de prévention rapprochée des prises d'eaux minérales, thermales et carbogazeuses une profondeur de 2 mètres.

Si l'avis n'est pas rendu dans le mois à compter du jour de la notification de la demande, il est réputé favorable.

Sous-section 2. - Zones de prévention éloignée

Art. 21. Dans la zone de prévention éloignée sont interdits :

1° les décharges contrôlées visées par le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, à l'exception des décharges contrôlées de classe 3, telles que définies à l'article 32, § 1er, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées;

2° les puits perdus.

Art. 22. Est interdite, en zone de prévention éloignée, l'implantation :

1° de nouveaux cimetières;

2° de nouveaux terrains de camping;

3° de nouveaux circuits ou de nouveaux terrains utilisés de façon permanente et non permanente visés par l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs;

4° de nouveaux terrains destinés au parking de plus de vingt véhicules automoteurs.

Art. 23. En zone de prévention éloignée :

1° à l'exception des transformateurs électriques dont l'enveloppe contient du liquide de la liste I ou II, s'ils sont équipés de manière à réduire le risque de rupture de leur enveloppe à des valeurs négligeables et sans préjudice d'autres dispositions réglementaires plus strictes, les liquides contenant des substances de la liste I ou II, les hydrocarbures liquides, les huiles et lubrifiants sont contenus dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide.

Les récipients aériens ou situés en cave, d'hydrocarbures liquides d'un volume supérieur à 500 litres sont placés dans des cuvettes de rétention étanches de capacité suffisante pour empêcher tout rejet liquide.

Les récipients enterrés d'hydrocarbures liquides sont munis d'une double enveloppe dont l'étanchéité peut être contrôlée pour s'assurer de l'absence de tout rejet;

2° les conduites destinées au transport des produits ou de matières contenant des substances relevant de la liste I ou II doivent être étanches; le risque de leur rupture accidentelle doit être réduit à des valeurs négligeables;

3° les dépôts et les installations d'élimination ou de valorisation des déchets visés par le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, sont soumis aux règles suivantes :

- a) ils sont installés à des endroits où le sol est rendu étanche;
- b) ils sont équipés d'un système de collecte empêchant tout rejet;

4° les dépôts :

- d'effluents d'élevage, tels que fumiers, lisiers et purins;
- d'engrais et de pesticides;
- de produits d'ensilage susceptibles de libérer des rejets liquides,

sont contenus dans des cuves ou récipients étanches, ou installés sur des surfaces imperméables. Ils sont équipés d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide;

5° les enclos couverts pour animaux, et notamment les étables et chenils, sont rendus étanches au sol et équipés d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide;

6° les épandages d'effluents d'élevage, de produits autorisés à être épandus à des fins agricoles et d'engrais azotés ne peuvent dépasser les doses maximales prévues en annexe III;

7° les épandages de pesticides ne peuvent dépasser les doses mentionnées sur l'emballage en application de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage et de l'arrêté royal du 5 juin 1975 relatif à la conservation, au commerce et à l'utilisation de pesticides et de produits phytopharmaceutiques.

Si le Ministre constate que la concentration en substances matières actives pesticides excède, dans les eaux réceptrices :

- 80 % de la concentration maximum admissible fixée pour les eaux alimentaires, pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle, ou

- 80 % de la concentration maximum admissible fixée pour les eaux alimentaires, pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances,

il prend les mesures adéquates conduisant à la modification de certaines pratiques agricoles, domestiques et autres allant jusqu'à l'interdiction d'épandage de produits pesticides;

8° lorsque les puits, forages, excavations ou travaux de terrassement dépassant une profondeur de 5 mètres sous la surface du sol font l'objet d'une demande de permis de bâtir soumise à l'avis ou à l'autorisation de l'administration de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, celle-ci recueille l'avis du titulaire au cours de l'instruction de la demande. Cette formalité est exigée lorsque les travaux énumérés ci-dessus, dépassent dans les zones de prévention éloignée des prises d'eaux minérales, thermales et carbogazeuses une profondeur de 3 mètres.

Si l'avis n'est pas rendu dans le mois à compter du jour de la notification de la demande, il est réputé favorable.

Art. 24. Les périmètres de protection établis en application de l'article 2 de la loi du 1er août 1924 concernant la protection des eaux minérales et thermales sont assimilés aux zones de prévention éloignée pour l'application du présent chapitre.

Section 3. - Zones de surveillance

Art. 25. En zone de surveillance :

1° les épandages d'effluents d'élevage, de produits autorisés à être épandus à des fins agricoles et d'engrais azotés ne peuvent dépasser les doses maximales prévues à l'annexe III;

2° lorsque le Ministre constate que les mesures restrictives prises en application des articles 20, 6° et 23, 7°, se révèlent insuffisantes, il peut fixer des mesures de même nature dans tout ou partie de la zone de surveillance.

CHAPITRE VII. — Mesures relatives à certaines carrières

Art. 26. Le chapitre VI n'est pas applicable aux carrières en activité.

Lorsqu'une zone de prise d'eau souterraine de catégorie B ou C se trouve dans une carrière en activité, ou lorsqu'une carrière en activité se trouve en zone de prévention :

1° les engins de chantier ne peuvent présenter de fuites d'hydrocarbures, le cas échéant, ils sont immédiatement transférés en dehors de la carrière pour être réparés;

2° ne peuvent se trouver dans la carrière que les produits en rapport avec son exploitation;

3° les produits présentant des risques pour la qualité de la nappe doivent être stockés dans des réservoirs placés dans des cuvettes de rétention étanches, de capacité au moins égale à la capacité totale des réservoirs contenus dans chaque cuvette, soit contenus dans des fûts ou récipients entreposés sur une aire étanche équipée d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet;

4° les puits perdus sont interdits en zone de prévention.

Les eaux usées, domestiques et sanitaires, sont soit évacuées en dehors de la carrière et de la zone de prévention par des conduites étanches, soit stockées sur place dans des cuves ou récipients étanches et évacuées par des vidangeurs agréés. »

Art. 5. Le chapitre VI devient le chapitre VIII. L'article 17 est abrogé. L'article 16 est remplacé par un article 27 libellé de la façon suivante :

« Art. 27. § 1^{er}. Les articles 17 et 21 à 25 du présent arrêté sont d'application dans les périmètres de protection établis en vertu de la loi du 1^{er} août 1924 concernant la protection des eaux minérales et thermales.

§ 2. L'article 17 entre en vigueur dans l'année qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

§ 3. L'article 18, 1°, 3°, 5°, 6°, 7°, 9° et 10° s'applique aux ouvrages, constructions et installations existants dans l'année qui suit la désignation de la zone de prévention rapprochée.

L'article 18, 2° et 8° s'applique aux ouvrages, constructions et installations existants dans les quatre ans qui suivent la désignation de la zone de prévention rapprochée.

A l'exception des hypothèses visées aux alinéas 1^{er} et 2 du présent paragraphe, l'article 18, 1° à 10° est d'application immédiate dès la désignation de la zone de prévention rapprochée.

§ 4. L'article 20, 2°, 3° et 4° s'applique aux ouvrages, constructions et installations existants dans l'année qui suit la désignation de la zone de prévention rapprochée.

L'article 20, 1° et 7° s'applique aux ouvrages, constructions et installations existants dans les deux ans qui suivent la désignation de la zone de prévention rapprochée.

A l'exception des hypothèses visées aux alinéas 1^{er} et 2 du présent paragraphe, l'article 20, 1°, 2°, 3°, 4° et 7° est d'application immédiate dès la désignation de la zone.

Les articles 19 et 20, 5°, 6° et 8° sont d'application immédiate dès la désignation de la zone de prévention rapprochée.

§ 5. Les articles 21, 1° et 23, 1°, 2° et 4° s'appliquent aux ouvrages, constructions et installations existants dans les quatre ans qui suivent la désignation de la zone de prévention éloignée.

Les articles 21, 2° et 23, 3° s'appliquent aux ouvrages, constructions et installations existants dans les deux ans qui suivent la désignation de la zone de prévention éloignée.

A l'exception des hypothèses visées aux alinéas 1^{er} et 2 du présent paragraphe, les articles 21 et 23 sont d'application immédiate dès la désignation de la zone.

Les articles 22 et 23, 6°, 7°, et 8° sont d'application immédiate dès la désignation de la zone de prévention éloignée.

§ 6. L'article 25 s'applique dès la désignation de la zone de surveillance.

§ 7. L'article 26, 3° et 4°, 2^e alinéa, s'applique dans l'année qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

L'article 26, 1°, 2° et 4°, 1^{er} alinéa, est d'application immédiate. »

Art. 6. Le Ministre ayant l'Environnement, les Ressources naturelles et l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe II

LISTE I. - Familles et groupes de substances

La liste I comprend les substances individuelles faisant partie des familles et groupes de substances énumérées ci-dessous, à l'exception des substances qui sont considérées comme inadéquates pour la liste I en fonction du faible risque de toxicité, de persistance et de bioaccumulation :

1. Composés organohalogènes et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu aquatique
2. Composés organophosphorés
3. Composés organostanniques
4. Substances qui possèdent un pouvoir cancérigène, mutagène ou tératogène dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci
5. Mercure et composés de mercure
6. Cadmium et composés de cadmium
7. Huiles minérales et hydrocarbures
8. Cyanures

LISTE II. - Familles et groupes de substances

La liste II comprend les substances individuelles et les catégories de substances qui font partie des familles et groupes de substances énumérées ci-dessous et qui pourraient avoir un effet nuisible sur les eaux souterraines.

1 Métaalloïdes et métaux suivants ainsi que leurs composés :

- | | |
|--------------|---------------|
| 1. zinc | 11. étain |
| 2. cuivre | 12. bore |
| 3. nickel | 13. béryllium |
| 4. chrome | 14. baryum |
| 5. plomb | 15. uranium |
| 6. sélénium | 16. vanadium |
| 7. arsenic | 17. cobalt |
| 8. antimoine | 18. thallium |
| 9. molybdène | 19. tellure |
| 10. titane | 20. argent |

2 Biocides et leurs dérivés ne figurant pas sur la liste I.

3. Substances ayant un effet nuisible sur la saveur et/ou sur l'odeur des eaux souterraines, ainsi que les composés susceptibles de donner naissance à de telles substances dans les eaux et à rendre celles-ci impropres à la consommation humaine;

4. Composés organosiliciés toxiques ou persistants et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans l'eau, à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement dans l'eau en substances inoffensives;

5. Composés inorganiques de phosphore et phosphore élémentaire.

6. Fluorures,

7. Ammoniaque, nitrites.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine.

Namur, le 9 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe III

1. Fumure azotée maximale sur le champ suivant le type de culture :

Sans apport d'effluent d'élevage ou d'azote sous forme organique		
Cultures	Azote sous forme minérale (kg par ha an)	
Betterave	180	
Maïs	180	
Colza	225	
Pomme de terre	225	

Sans apport d'effluent d'élevage ou d'azote sous forme organique		
Cultures	Azote sous forme minérale (kg par ha an)	
Froment d'hiver	170	
Céréales printemps	100	
Escourgeon	170	
Chicorée	30	
Lin	60	
Haricot	50	
Pois	30	
Jachère spontanée	0	

Avec apport d'effluents d'élevage ou de produits autorisés à être épandus à des fins agricoles		
Cultures	Azote sous forme organique (kg par ha an)	Azote sous forme minérale (kg par ha an)
Betterave	210	120
Mais	210	120
Colza	185	145
Pomme de terre	185	145
Froment d'hiver		150
Céréales printemps		80
Escourgeon		160
Chicorée		0
Lin		50
Haricot		40
Pois		0
Jachère spontanée		0

Lorsqu'il y a production de fumier, on peut considérer comme normal un apport annuel de 12 à 13 t par ha et par an. Cet apport est généralement réalisé en une fois à la tête de rotation, soit au total plus ou moins 40 t pour une rotation de trois ans, ce qui correspond, avec le fumier, à un apport moyen de 200-210 kg/ha/3 ans d'azote organique.

La même quantité d'azote peut aussi être obtenue avec 45 t de lisier de bovin, 35 t de lisier de porc ou bien encore 22 t de lisier de volaille.

2. Fumure azotée maximale sur prairie fauchée ou pâturée

En prairie, l'apport d'effluent d'élevage équivalant à 200 kg/ha d'azote est suivi de plusieurs applications échelonnées dans le temps de 40 à 50 kg/ha d'engrais minéraux, sans toutefois dépasser le total de 350 kg/ha an.

3. Fumure azotée maximale sur terrain de sport.

Sur terrain de sport gazonné, l'apport d'engrais azoté organique et/ou minéral ne doit pas dépasser les 200 kg/ha d'azote par an même si cet apport est fractionné dans le temps.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine.

Namur, le 9 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 1809

[C — 27268]

9. MÄRZ 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser, insbesondere der Artikel 10, 11, 12 und 15;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Gruben;

Aufgrund des Gutachtens der «Commission wallonne pour la protection des eaux de surface» (Wallonische Kommission für den Schutz des Oberflächenwassers) vom 24. Februar 1995;

Aufgrund des am 20. Februar 1995 abgegebenen Gutachtens des «Office régional wallon des déchets» (Wallonisches regionales Amt für Abfälle);

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft der Wallonischen Region, beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. § 1. Im Titel des Erlasses wird der Begriff «Exekutive» durch den Begriff «Regierung» ersetzt.

§ 2. In Artikel 1, 1° wird hinter den Wortlaut «aufbereitablem Wasser» der Wortlaut «abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993» eingefügt.

In Artikel 1, 4° wird der Begriff «aufbereitablem» gestrichen.

In Artikel 1, 10° wird der Begriff «Marke» durch den Begriff «Dach» ersetzt.

§ 2. Artikel 1 wird folgendermaßen vervollständigt.

14° «In der Liste I oder II angeführte Substanzen»: jegliche in der Liste I oder in der Liste II der Anlage II des vorliegenden Erlasses angeführte Substanz;

15° «Zulässige Höchstkonzentration»: die in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Juli 1989 über die Qualität von Leitungswasser festgelegte Konzentration, entweder für Pestizide oder für verwandte Produkte.

0,1 µg/L je isolierte Substanz;

0,5 µg/L insgesamt.

16° «Pestizide»:

Insektenschutzmittel:

anhaltende Organochlorverbindungen,

Organophosphate,

Carbamate,

Pflanzenschutzmittel,

Pilzschutzmittel,

Planzenwuchsregulatoren.

17° «Inhaber»: der Inhaber einer in Artikel 2 des Dekrets genannten Genehmigung zur Wasserentnahme

18° «Einleitung»: Einführung von Substanzen und Stoffen in das Grundwasser mit oder ohne Fluß im Boden oder Unterboden.

Art. 2. Artikel 9 des Erlasses wird durch einen Paragraphen 3 vervollständigt, der wie folgt lautet.

«§ 3. Falls die Wasserentnahme auf dem Gebiet eines bewirtschafteten Steinbruchs durchgeführt wird, entsprechen die Grenzen der Wasserentnahmezone denen des Entnahmebauwerks».

Art. 3. In die Artikel 11, § 3 und 13, § 1 des Erlasses wird nach dem Wortlaut «der Ständige Ausschuß der Provinzialrates» der Wortlaut «die Provinzialdirektion der Raumordnung, des Städtebaus und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region» eingefügt.

Art. 4. Im Anschluß an Artikel 15 des Erlasses werden ein Kapitel VI und ein Kapitel VII eingefügt, die folgende Bestimmungen beinhalten:

«KAPITEL VI. - Schutzmassnahmen

Art. 16. Für die von der Regierung bezeichneten Zonen und ungeachtet der Sonderbedingungen, die sie verabschieden kann, um auf spezifische Bedürfnisse einzugehen, sind die allgemeinen Bedingungen des vorliegenden Kapitels anwendbar.

Sektion 1. - Wasserentnahmezonen

Art. 17. Der Inhaber der Genehmigung zur Wasserentnahme der Kategorie B oder C legt dort, wo es möglich ist, in die Wasserentnahmezone einzudringen, einen Zaun, eine dichte Hecke oder jegliche andere Einfriedung an, um den Zugang von Drittpersonen oder jede Einleitung von Abwasser in die Zone zu verhindern.

Die nicht bebauten Flächen der Wasserentnahmezone werden so angelegt, daß jede Verseuchung vermieden wird, der Gebrauch von Unkrautvertilgungsmitteln ist untersagt.

Hinweisschilder, die von den Zugangswegen aus sichtbar sind und auf denen deutlich Informationen über die Wasserentnahme, die Identität des Inhabers und der bei Unfall zu benachrichtigenden Dienststellen angeführt sind, werden an allen Zugangswegen zur Wasserentnahmezone angebracht.

*Sektion 2. - Präventivzonen**Untersektion 1. - Nahe Präventivzonen*

Art. 18. In einer nahen Präventivzone sind untersagt:

1° der Gebrauch oder die Lagerung von Produkten oder Stoffen, die in der Liste I oder II angeführte Substanzen enthalten, oder jegliche andere Handlung, die zu einem Ausfluß dieser Substanzen führen kann.

Sind jedoch erlaubt:

der Gebrauch von gasförmigen Kohlenwasserstoffen unter Luftdruck;
 der Gebrauch von flüssigen Kohlenwasserstoffen, von Ölen und Schmiermitteln, die für den Betrieb der Kraftfahrzeuge bestimmt sind, die notwendigerweise die nahe Präventivzone befahren müssen;
 der Gebrauch von in der Liste I oder II angeführten Substanzen, insofern sie auf oder über undurchlässigen Flächen angewandt werden, die mit einem Auffangsystem ausgerüstet sind, damit gewährleistet ist, daß kein Ausfluß stattfindet;

der Haushaltsgebrauch von flüssigen Kohlenwasserstoffen, von Ölen und Schmiermitteln, oder von Produkten, die derartige Substanzen enthalten, die in dichten Behältern aufbewahrt werden und auf undurchlässigen Flächen stehen, die mit einem Auffangsystem ausgerüstet sind, damit gewährleistet ist, daß kein Ausfluß stattfindet;

Die frei oder in einem Keller aufgestellten Behälter mit einem Inhaltsvermögen von mehr als 500 Litern werden in dichten Auffangbecken installiert, die groß genug sind um jeglichen flüssigen Ausfluß aufzufangen.

Die eingegrabenen Behälter werden mit einer doppelten Ummantelung versehen, deren Dichtheit kontrolliert werden kann, damit überprüft werden kann, daß kein Ausfluß stattfindet;

- 2° die in dem Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle genannten überwachten Deponien;
- 3° die Deponien für Düngemittel und Unkrautvertilgungsmittel;
- 4° die Sickerschächte und das unterirdische Ausbringen von Haushaltsabflüssen;
- 5° die Einrichtungen für die Aufbewahrung von Produkten, deren natürlicher Verfall die Gefahr einer Verschmutzung des Grundwassers in sich birgt;
- 6° die Camping-, Sport- und Freizeitplätze;
- 7° die Tränken;
- 8° die nicht-dichten Regenauffangbecken;
- 9° die Flächen, die als Parkfläche für mehr als fünf Fahrzeuge bestimmt sind;
- 10° die ständig und zeitweilig genutzten Strecken und Gelände, die in dem Königlichen Erlaß vom 10. Juni 1976 über die Organisation von Trainings- und Versuchsfahren von Kraftfahrzeugen angeführt werden.

Art. 19. In einer nahen Präventivzone ist das Anlegen folgender Einrichtungen untersagt:

- 1° neue Friedhöfe;
- 2° neue überdachte Einfriedungen für Tiere und u.a. Stallungen und Zwinger. Jene überdachten Einfriedungen für Tiere, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung einer nahen Präventivzone bestehen, müssen auf Bodenebene abgedichtet werden und mit einem Auffangsystem ausgestattet werden, damit gewährleistet ist, daß kein flüssiger Ausfluß stattfindet.

Art. 20. In einer nahen Präventivzone:

1° darf das Ableiten und der Transport von Abwässern oder geklärten Wässern nur über dichte Abwasserleitungen, Abflußkanäle oder Rinnen geschehen;

2° müssen die für den Transport von Produkten oder Stoffen, die in der Liste I oder II angeführte Substanzen enthalten, bestimmten Leitungen dicht sein; die Gefahr eines ungewollten Bruchs muß bis zu einem unbedeutenden Wert herabgesetzt werden;

3° die in dem Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle angeführten Deponien und Einrichtungen zur Abfallbeseitigung oder zur Aufwertung der Abfälle unterliegen folgenden Bestimmungen:

- a) sie sind auf Standorten installiert, an denen der Boden abgedichtet wurde;
- b) sie sind mit einem Auffangsystem ausgestattet, damit jeglicher Ausfluß vermieden wird;

4° die Ablagerungen von Dung wie z.B. Mist, Cülle, Jauche und die Ablagerungen von Silageprodukten, die Gefahr laufen können,

flüssige Ausflüsse freizusetzen, unterliegen folgenden Bestimmungen:

a) sie dürfen nur die Produkte der landwirtschaftlichen Betriebe enthalten, die ganz oder teilweise innerhalb der Grenzen der Präventivzone liegen;

b) sie werden in Becken oder Behältern aufbewahrt, die dicht sind oder an Standorten installiert wurden, an denen der Boden abgedichtet wurde;

c) sie sind mit einem Auffangsystem ausgestattet, damit gewährleistet ist, daß kein flüssiger Ausfluß stattfindet;

5° Bei dem Ausbringen von Dung, von Produkten, deren Ausbringen zu landwirtschaftlichen Zwecken erlaubt ist, und von stickstoffhaltigem Dünger dürfen die in Anlage III angeführten Höchstmengen nicht überschritten werden;

6° Bei dem Ausbringen von Pestiziden dürfen die in Anwendung des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenanbau, den Waldbau und die Zucht und des Königlichen Erlasses vom 5. Juni 1975 über die Aufbewahrung, den Vertrieb und die Benutzung von Pestiziden und Pflanzenschutzprodukten auf der Verpackung vermerkten Höchstmengen nicht überschritten werden;

Wenn der Minister feststellt, daß in den aufnehmenden Gewässern die Konzentration von aktiven Pestizidstoffen folgende Werte überschreitet:

80% der für Trinkwasser festgelegten Höchstkonzentration, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft oder

80% der für Trinkwasser festgelegten Höchstkonzentration, was den für die gesamten Substanzen festgelegten Wert betrifft,

trifft er die angemessenen Maßnahmen, die zu der Abänderung bestimmter landwirtschaftlicher, häuslicher und anderer Praktiken führen, bis hin zu dem Verbot des Ausbringens von Pestiziden;

7° die Abschnitte der Wege, die die Zone durchqueren, werden mit dichten Rinnen versehen, die alle Flüssigkeiten oder Stoffen die versehentlich ausgebracht würden, auffangen;

8° wenn die Brunnen, Bohrungen, Ausschachtungen oder Begräbnisarbeiten, die eine Tiefe von 3 Metern unter der Erdoberfläche überschreiten, Gegenstand eines Antrags auf Baugenehmigung sind, der der Behörde der Raumordnung, des Städtebaus und des Erbes zur Überprüfung oder Zuassung vorgelegt wird, ist dieser Antrag während seiner Überprüfung ebenfalls Gegenstand eines Gutachtens des Inhabers. Diese Formalität wird verlangt, wenn die vorgenannten Arbeiten innerhalb der nahen Präventivzone für die Entnahme von Mineral- , Thermal- und kohlensäurehaltiges Wasser eine Tiefe von 2 Metern übersteigen.

Wenn das Gutachten nicht innerhalb eines Monats ab dem Tag der Mitteilung des Antrags erteilt wird, gilt es als positiv.

Untersektion 2. - Entfernte Präventivzonen

Art. 21. In einer entfernten Präventivzone sind verboten:

1° die in dem Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle angeführten überwachten Deponien, mit Ausnahme der überwachten Deponien der Klasse 3, die in Artikel 32, §1, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 über die überwachten Deponien definiert werden;

2° die Sickerschächte.

Art. 22. In einer entfernten Präventivzone ist das Anlegen folgender Einrichtungen untersagt:

1° neue Friedhöfe;

2° neue Campingplätze;

3° die ständig und zeitweilig genutzten neuen Strecken und Gelände, die in dem Königlichen Erlaß vom 10. Juni 1976 über die Organisation von Trainings- und Versuchsfahren von Kraftfahrzeugen angeführt werden.

4° die Flächen, die als Parkfläche für mehr als zwanzig Fahrzeuge bestimmt sind;

Art. 23. In einer entfernten Präventivzone:

1° mit Ausnahme der elektrischen Transformatoren, deren Hülle eine in der Liste I oder II angeführte Flüssigkeit enthält, wenn sie derart ausgerüstet sind, daß die Gefahr eines Bruchs ihrer Hülle bis zu einem unbedeutenden Wert herabgesetzt wird und unbeschadet anderer strengerer Bestimmungen, befinden sich die Flüssigkeiten, die in der Liste I oder II angeführte Substanzen enthalten, die flüssigen Kohlenwasserstoffe, die Öle und Schmiermittel in dichten Behältern, die auf undurchlässigen Flächen stehen, welche mit einem Auffangsystem ausgerüstet sind, damit gewährleistet ist, daß kein flüssiger Ausfluß stattfindet.

Die frei oder in einem Keller aufgestellten Behälter für flüssige Kohlenwasserstoffe mit einem Inhaltsvermögen von mehr als 500 Litern werden in dichten Auffangbecken installiert, die groß genug sind um jeglichen flüssigen Ausfluß aufzufangen.

Die eingegrabenen Behälter werden mit einer doppelten Ummantelung versehen, deren Dichtheit kontrolliert werden kann, damit überprüft werden kann, daß kein Ausfluß stattfindet;

2° müssen die für den Transport von Produkten oder Stoffen, die in der Liste I oder II angeführte Substanzen enthalten, bestimmten Leitungen dicht sein; die Gefahr eines ungewollten Bruchs muß bis zu einem unbedeutenden Wert herabgesetzt werden;

3° unterliegen die in dem Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle angeführten Deponien und Einrichtungen zur Abfallbeseitigung oder zur Aufwertung der Abfälle folgenden Bestimmungen:

a) sie sind auf Standorten installiert, an denen der Boden abgedichtet wurde;

b) sie sind mit einem Auffangsystem ausgestattet, damit jeglicher Ausfluß vermieden wird;

4° die Ablagerungen:

von Dung wie z.B. Mist, Gülle, Jauche;

von Düngemitteln und Pestiziden;

von Silageprodukten, die Gefahr laufen können, flüssige Ausflüsse freizusetzen;

werden in Becken oder Behältern aufbewahrt, die dicht sind oder an Standorten installiert wurden, an denen der Boden abgedichtet wurde. Sie sind mit einem Auffangsystem ausgestattet, damit gewährleistet ist, daß kein flüssiger Ausfluß stattfindet;

5° müssen neue überdachte Einfriedungen für Tiere und u.a. Stallungen und Zwinger auf Bodenebene abgedichtet werden und mit einem Auffangsystem ausgestattet werden, damit gewährleistet ist, daß kein flüssiger Ausfluß stattfindet.

6° dürfen bei dem Ausbringen von Dung, von Produkten, deren Ausbringen zu landwirtschaftlichen Zwecken erlaubt ist, und von stickstoffhaltigem Dünger die in Anlage III angeführten Höchstmengen nicht überschritten werden;

7° dürfen bei dem Ausbringen von Pestiziden die in Anwendung des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenanbau, den Waldbau und die Zucht und des Königlichen Erlasses vom 5. Juni 1975 über die Aufbewahrung, den Vertrieb und die Benutzung von Pestiziden und Pflanzenschutzprodukten auf der Verpackung vermerkten Höchstmengen nicht überschritten werden;

Wenn der Minister feststellt, daß in den aufnehmenden Gewässern die Konzentration von aktiven Pestizidstoffen folgende Werte überschreitet:

80% der für Trinkwasser festgelegten Höchstkonzentration, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft oder

80% der für Trinkwasser festgelegten Höchstkonzentration, was den für die gesamten Substanzen festgelegten Wert betrifft,

trifft er die angemessenen Maßnahmen, die zu der Abänderung bestimmter landwirtschaftlicher, häuslicher und anderer Praktiken führen, bis hin zu dem Verbot des Ausbringens von Pestiziden;

8° wenn die Brunnen, Bohrungen, Ausschachtungen oder Begräbnisarbeiten, die eine Tiefe von 5 Metern unter der Erdoberfläche überschreiten, Gegenstand eines Antrags auf Baugenehmigung sind, der der Behörde der Raumordnung, des Städtebaus und des Erbes zur Überprüfung oder Zulassung vorgelegt wird, ist dieser Antrag während seiner Überprüfung ebenfalls Gegenstand eines Gutachtens des Inhabers. Diese Formalität wird verlangt, wenn die vorgenannten Arbeiten innerhalb der nahen Präventivzone für die Entnahme von Mineral-, Thermal- und kohlenensäurehaltiges Wasser eine Tiefe von 3 Metern übersteigen.

Wenn das Gutachten nicht innerhalb eines Monats ab dem Tag der Mitteilung des Antrags erteilt wird, gilt es als positiv.

Art. 24. Die in Anwendung von Artikel 2 des Gesetzes vom 1. August 1924 über den Schutz des Mineral- und Thermalwassers festgelegten Schutzperimeter werden für die Anwendung des vorliegenden Kapitels den entfernten Präventivzonen gleichgestellt.

Sektion 3. - Überwachungszone

Art. 25. In einer Überwachungszone:

1° dürfen bei dem Ausbringen von Dung, von Produkten, deren Ausbringen zu landwirtschaftlichen Zwecken erlaubt ist, und von stickstoffhaltigem Dünger die in Anlage III angeführten Höchstmengen nicht überschritten werden;

2° Wenn der Minister feststellt, daß die in Anwendung der Artikel 20, 6° und 23, 7° durchgeführten einschränkenden Maßnahmen sich als unzureichend erweisen, kann er in der gesamten Überwachungszone oder einem Teil dieser Zone Maßnahmen gleicher Art verabschieden.

«KAPITEL VII. - Massnahmen Bezüglich Bestimmter Steinbrüche

Art. 26. Das Kapitel VI ist nicht anwendbar auf noch genutzte Steinbrüche.

Wenn eine Entnahmezone für Grundwasser der Kategorie B oder C sich in einem noch genutzten Steinbruch befindet oder wenn ein noch genutzter Steinbruch sich in einer Präventivzone befindet:

1° dürfen die auf der Baustelle benutzten Fahrzeuge keinen Verlust von Kohlenwasserstoffen aufweisen. Andernfalls werden sie sofort zur Reparatur aus dem Steinbruch entfernt;

2° dürfen nur jene Produkte sich in dem Steinbruch befinden, die in Verbindung mit der Nutzung benötigt werden;

3° müssen die Produkte, die für die Qualität des Grundwassers eine Gefahr darstellen können, entweder in Behältern aufbewahrt werden, die in dichten Auffangbecken stehen, deren Inhaltsvermögen mindestens dem gesamten Inhaltsvermögen der in jedem Becken stehenden Behälter entsprechen muß, oder in Fässern oder Behältern, die an einem dichten Standort aufbewahrt werden, der mit einem Auffangsystem ausgestattet ist, damit gewährleistet ist, daß kein Ausfluß stattfindet;

4° sind die Sickerschächte in einer Präventivzone verboten.

Die Haushalts- und sanitären Abwässer werden entweder über dichte Leitungen aus dem Steinbruch und der Präventivzone entfernt, oder vor Ort in dichten Becken oder Behältern aufbewahrt und durch zugelassene Entleerer entfernt.»

Art. 5. Das Kapitel VI wird zum Kapitel VIII. Artikel 17 wird aufgehoben. Artikel 16 wird durch Artikel 27 ersetzt, der wie folgt lautet:

Art. 27. § 1. Die Artikel 17 und 21 bis 25 des vorliegenden Erlasses sind anwendbar auf die in Anwendung von Artikel 2 des Gesetzes vom 1. August 1924 über den Schutz des Mineral- und Thermalwassers festgelegten Schutzperimeter.

§ 2. Artikel 17 tritt in dem Jahr nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

§ 3. Artikel 18, 1°, 3°, 5°, 6°, 7°, 9°, 10° ist anwendbar auf die Bauwerke, Bauten und Einrichtungen, die innerhalb des Jahres nach der Bezeichnung der nahen Präventivzone bestehen.

Artikel 18, 2° und 8° ist anwendbar auf die Bauwerke, Bauten und Einrichtungen, die innerhalb der vier Jahre nach der Bezeichnung der nahen Präventivzone bestehen.

Mit Ausnahme der in Absatz 1 und 2 des vorliegenden Paragraphen angeführten Annahmen, ist Artikel 18, 1° bis 10° unmittelbar nach der Bezeichnung der nahen Präventivzone anwendbar.

§ 4. Artikel 20, 2°, 3° und 4° ist anwendbar auf die Bauwerke, Bauten und Einrichtungen, die innerhalb des Jahres nach der Bezeichnung der nahen Präventivzone bestehen.

Artikel 20, 1° und 7° ist anwendbar auf die Bauwerke, Bauten und Einrichtungen, die innerhalb der zwei Jahre nach der Bezeichnung der nahen Präventivzone bestehen.

Mit Ausnahme der in Absatz 1 und 2 des vorliegenden Paragraphen angeführten Annahmen, ist Artikel 20, 1°, 2°, 3°, 4° und 7° unmittelbar nach der Bezeichnung der Zone anwendbar.

Die Artikel 19 und 20, 5°, 6° und 8° sind unmittelbar nach der Bezeichnung der nahen Präventivzone anwendbar.

§ 5. Die Artikel 21, 1° und 23, 1°, 2° und 4° sind anwendbar auf die Bauwerke, Bauten und Einrichtungen, die innerhalb der vier Jahre nach der Bezeichnung der entfernten Präventivzone bestehen.

Die Artikel 21, 2° und 23, 3° sind anwendbar auf die Bauwerke, Bauten und Einrichtungen, die innerhalb der zwei Jahre nach der Bezeichnung der entfernten Präventivzone bestehen.

Mit Ausnahme der in Absatz 1 und 2 des vorliegenden Paragraphen angeführten Annahmen, sind die Artikel 21 und 23 unmittelbar nach der Bezeichnung der Zone anwendbar.

Die Artikel 22 und 23, 6°, 7° und 8° sind unmittelbar nach der Bezeichnung der entfernten Präventivzone anwendbar.

§ 6. Artikel 25 ist unmittelbar nach der Bezeichnung der Überwachungszone anwendbar.

§ 7. Artikel 26, 3° und 4°, Absatz 2 ist innerhalb des Jahres nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* anwendbar.

Artikel 26, 1°, 2° und 4°, Absatz 1 ist unmittelbar anwendbar.»

Art. 6. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt, die Naturschätze und die Landwirtschaft gehören, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage II

LISTE I. - Familien und Gruppen von Substanzen

Die Liste I beinhaltet individuelle Substanzen, die den nachstehend angeführten Familien und Gruppen von Substanzen angehören, mit Ausnahme jener Substanzen, die ungeeignet scheinen, um in der Liste I angeführt zu werden, aufgrund der geringen Gefahr der Giftigkeit, der Dauerhaftigkeit und der biologischen Anhäufung:

1. Organohalogenverbindungen und Substanzen, die im Wasser zu solchen Verbindungen führen können
2. Organophosphatverbindungen
3. Organozinnverbindungen
4. Krebserregende, mutagene und teratogene Substanzen im Wasser und durch Wasser übertragbar
5. Quecksilber und Quecksilberverbindungen
6. Kadmium und Kadmiumverbindungen
7. Mineralöle und Kohlenwasserstoffe
9. Cyanide

LISTE II. - Familien und Gruppen von Substanzen

Die Liste II beinhaltet individuelle Substanzen und Kategorien von Substanzen, die den nachstehend angeführten Familien und Gruppen von Substanzen angehören und eine schädigende Auswirkung auf das Grundwasser haben könnten:

1. Folgende Nichtmetalle und Metalle und ihre Verbindungen:

1. Zink	11. Zinn
2. Kupfer	12. Bor
3. Nickel	13. Beryllium
4. Chrom	14. Barium
5. Blei	15. Uranium
6. Selen	16. Vanadium
7. Arsen	17. Kobalt
8. Antimon	18. Thallium
9. Molybdän	19. Tellur
10. Titan	20. Silber

2. Biozide und ihre Derivate, die nicht in der Liste I angeführt werden,

3. Substanzen, die eine schädigende Auswirkung auf den Geschmack und/oder den Geruch des Grundwassers haben können, sowie ihre Verbindungen, die dazu führen können, daß derartige Substanzen im Wasser entstehen und dieses somit für den menschlichen Genuß unbrauchbar wird;

4. Giftige oder dauerhafte Organosiliziumverbindungen und Substanzen, die dazu führen können, daß derartige Substanzen im Wasser entstehen, mit Ausnahme jener, die biologisch ungefährlich sind oder die sich im Wasser schnell in ungefährliche Substanzen umwandeln;

5. Anorganische Verbindungen von Phosphor und Elementarphosphor;

6. Fluorid;

7. Ammoniak, Nitrit.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. März 1995 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage III

1. Maximale stickstoffhaltige Bodendüngung je nach Art der Kultur

Ohne Zufuhr von Dung oder organischem Stickstoff		
Kulturen	Mineralstickstoff (Kg je Ha/Jahr)	
Zuckerrübe	180	
Mais	180	
Raps	225	
Kartoffel	225	

Ohne Zufuhr von Dung oder organischem Stickstoff		
Kulturen	Mineralstickstoff (Kg je Ha/Jahr)	
Winterweizen	170	
Frühjahrsgetreide	100	
Wintergerste	170	
Zichorie	30	
Leinen	60	
Bohnen	50	
Erbsen	30	
Wildes Brachland	0	

Bei Zufuhr von Dung		
Kulturen	Organischer Stickstoff (Kg je Ha/Jahr)	Mineral- Stickstoff (Kg je Ha/Jahr)
Zuckerrübe	210	120
Mais	210	120
Raps	185	145
Kartoffel	185	145
Winterweizen		150
Frühjahrsgetreide		80
Wintergerste		160
Zichorie		0
Leinen		50
Bohnen		40
Erbsen		0
Wildes Brachland		0

Bei Produktion von Mist ist eine Jahresmenge von 12 bis 13 Tonnen je Hektar und Jahr als normal zu betrachten. Diese Zufuhr wird generell zu Beginn eines Fruchtwechsels durchgeführt. Die Zufuhr für einen gesamten Fruchtwechsel von drei Jahren entspricht daher etwa 40 Tonnen, woraus sich eine durchschnittliche Zufuhr von organischem Stickstoff von 200 bis 210 Kg/Ha/3 Jahre ergibt. Die gleiche Stickstoffmenge kann ebenfalls mit 45 Tonnen Rindergülle, 35 Tonnen Schweinegülle oder 22 Tonnen Geflügelgülle erreicht werden.

2. Maximale stickstoffhaltige Düngung auf Mäh- oder Weidewiesen

Auf Wiesen folgt auf die Zufuhr von Dung, die 200 Kg/Ha Stickstoff entspricht, das mehrfache Ausbringen von je 40 bis 50 Kg/Ha Kunstdünger zu gewissen Zeitabständen. Die Gesamtmenge an Kunstdünger darf jedoch nicht 350 Kg/Ha/Jahr übersteigen.

3. Maximale stickstoffhaltige Düngung auf Sportplätzen

Auf Rasenflächen, die als Sportplätze dienen, darf die Zufuhr von organischem und/oder mineralem Dünger 200 Kg/Ha Stickstoff jährlich nicht überschreiten, selbst wenn diese Zufuhr zeitlich aufgeteilt wird.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. März 1995 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 27268]

N. 95 — 1809

9 MAART 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, inzonderheid op de artikelen 10, 11, 12 en 15;

Gelet op het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;

Gelet op het advies van de Waalse Commissie voor de bescherming van het oppervlaktewater, gegeven op 24 februari 1995;

Gelet op het advies van de Waalse Gewestelijke Dienst voor Afvalstoffen, gegeven op 20 februari 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In de titel van het besluit wordt de term «Executieve» door de term «Regering» vervangen.**§ 2.** In artikel 1, 1°, worden, na de termen «water dat tot drinkwater kan verwerkt worden», de termen «gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993» toegevoegd.

In artikel 1, 4°, worden de woorden «dat tot drinkwater kan verwerkt worden» geschrapt.

In artikel 1, 10°, wordt de term «niveau» door de term «dak» vervangen.

§ 3. Artikel 1 wordt als volgt aangevuld :

14° «stoffen vermeld op lijst I of II» : alle stoffen die op lijst I of II van bijlage II bij dit besluit voorkomen;

15° «toegelaten maximale concentratie» : de concentratie bepaald in bijlage I bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 juli 1989 betreffende de kwaliteit van het leidingwater, hetgeen voor pesticiden en aanverwante producten neerkomt op :

0,1 g/l per afzonderlijke stof;

0,5 g/l in totaal.

16° «pesticiden» :

insecticiden :

persistente organische chloorverbindingen,

organische fosforverbindingen,

carbamaten,

herbiciden,

fungiciden,

regulators voor plantengroei.

17° «houder» : houder van de in artikel 2 van het decreet bedoelde waterwinningsvergunning.

18° «lozing» : het lozen van stoffen en materies in het grondwater, met of zonder sijpeling in de grond of de ondergrond.

Art. 2. Artikel 9 van het besluit wordt aangevuld met een als volgt luidende § 3 :

«§ 3. Voor waterwinningen gelegen in een steengroeve in werking stemmen de grenzen van het waterwingebied overeen met die van de waterwinning».

Art. 3. In de artikelen 11, § 3, en 13, § 1, van het besluit worden, na de termen «bestendige deputatie van de provincieraad», de termen «provinciale directie Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest» ingevoegd.**Art. 4.** Na artikel 15 van het besluit worden de hoofdstukken VI en VII ingevoegd. Ze bevatten de volgende bepalingen :**HOOFDSTUK VI. - Beschermingsmaatregelen****Art. 16.** Niettegenstaande de bijzondere voorwaarden die de Regering wegens specifieke omstandigheden kan opleggen, zijn de algemene voorwaarden van dit hoofdstuk van toepassing op de door haar omschreven gebieden.**Sectie 1. - Waterwingebieden****Art. 17.** Daar waar het waterwingebied toegankelijk is, plaatst de houder van een waterwinningsvergunning van categorie B of C een omheining, een dichte heg of elke andere omsluiting om derden de toegang te ontzeggen en elke lozing in het gebied te voorkomen.

De niet-gebouwde delen van het waterwingebied worden zo ingericht dat elke besmetting wordt voorkomen; het gebruik van pesticiden is er verboden.

Bij de toegangswegen tot het waterwingebied worden zichtbare borden geplaatst met leesbare informatie over de aard van de winning, de identiteit van de houder en de bij ongeval bereikbare diensten.

Sectie 2. - Voorkomingsgebieden**Ondersectie 1. - Dichtbijgelegen voorkomingsgebieden****Art. 18.** In het voorkomingsgebied zijn verboden :

1° het gebruik of het lozen van produkten of materies die stoffen van lijst I of II bevatten, of elke andere handeling die aanleiding kan geven tot het lozen van deze stoffen.

Toegelaten zijn evenwel :

het gebruik van bij luchtdruk gasvormige koolwaterstoffen;

het gebruik van vloeibare koolwaterstoffen, oliën en smeermiddelen bestemd voor de werking van motorvoertuigen die vanwege hun activiteit in het dichtbijgelegen voorkomingsgebied moeten komen;

het gebruik van stoffen van lijst I of II, voor zover zij opgeslagen worden op of boven ondoorlatende oppervlakten voorzien van een opvangsysteem dat elke lozing uitsluit.

het huishoudelijke gebruik van vloeibare koolwaterstoffen, oliën en smeermiddelen of produkten die dergelijke stoffen bevatten en die bewaard worden in waterdichte ontvangers en opgeslagen worden op ondoorlatende oppervlakten voorzien van een opvangsysteem dat elke lozing uitsluit.

Lucht- of kelderontvangers met een volume van meer dan 500 liter worden geplaatst in waterdichte retentiekomen waarvan de capaciteit voldoende is om elke vloeibare lozing te voorkomen.

Ingegraven ontvangers zijn voorzien van een dubbelhulsel waarvan de waterdichtheid gecontroleerd kan worden om zich ervan te vergewissen dat elke lozing uitgesloten is;

2° de gecontroleerde stortplaatsen bedoeld in het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen;

3° de opslag van meststoffen en pesticiden;

4° verliesputten en de ondergrondse verspreiding van huishoudelijke effluenten;

5° opslaginstallaties voor produkten waarvan de natuurlijke afbraak het grondwater dreigt te verontreinigen;

6° kampeer-, sport- en ontspanningssterreinen;

7° drinkbakken;

8° vergaarkommen die niet waterdicht zijn;

9° oppervlakten voor het parkeren van meer dan vijf motorvoertuigen;

10° de al dan niet permanent gebruikte circuits of terreinen bedoeld in het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijd-, test- en oefenritten met motorvoertuigen.

Art. 19. In het dichtbijgelegen voorkomingsgebied is het verboden :

1° nieuwe kerkhoven aan te leggen;

2° nieuwe overdekte omheinde dierenruimten te bouwen, met name stallen en kennels. De dierenruimten die reeds gebruikt worden op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot bepaling van een dichtbijgelegen voorkomingsgebied, moeten beschikken over een ondoorlatende bodem en over een opvangsysteem dat elke lozing uitsluit.

Art. 20. In het dichtbijgelegen gebied :

1° mogen de lozingen en de afvoer van afvalwater of gezuiverd water slechts in waterdichte riolen, afvoerleidingen of geulen plaatshebben;

2° moeten de leidingen voor produkten of materies die stoffen van lijst I of II bevatten, waterdicht zijn; de kans op een toevallig springen ervan moet tot een minimum worden herleid;

3° worden de opslagplaatsen voor afvalstoffen of de installaties voor de verwijdering of de valorisatie van de afvalstoffen bedoeld in het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen aan de volgende regels onderworpen :

a) zij worden opgericht op ondoorlatende grond;

b) zij worden voorzien van een opvangsysteem dat elke lozing voorkomt;

4° worden de opslagplaatsen voor dierlijke meststoffen als mest, aalt of gier, en opslagplaatsen voor inkuilingsprodukten die vloeibare lozingen kunnen veroorzaken, aan de volgende regels onderworpen :

a) zij mogen alleen produkten opslaan van landbouwbedrijven die geheel of gedeeltelijk binnen de grenzen van het voorkomingsgebied gelegen zijn;

b) de stoffen worden opgeslagen in waterdichte tanks of ontvangers of op plaatsen waar de grond ondoorlatend is;

c) de opslagplaatsen zijn uitgerust met een opvangsysteem dat elke vloeibare lozing uitsluit;

5° mogen de verspreidingen van dierlijke meststoffen, van produkten die voor landbouwdoeleinden verspreid mogen worden, en van stikstofkunstmeststoffen de in bijlage III vermelde maximumdosissen niet overschrijden;

6° mogen de verspreidingen van pesticiden de op de verpakkingen vermelde dosissen niet overschrijden, overeenkomstig de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt en het besluit van 5 juni 1975 betreffende het bewaren, het verkopen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen en fytofarmaceutische produkten.

Als de Minister vaststelt dat de concentratie-actieve stoffen die pesticiden bevatten, in het ontvangende water hoger is dan :

80% van de voor het drinkwater toegelaten maximale concentratie, m.b.t. de waarde die per afzonderlijke stof is vastgesteld, of dan

80% van de voor het drinkwater toegelaten maximale concentratie, m.b.t. de waarde die voor het geheel van de stoffen is vastgesteld,

neemt hij de gepaste maatregelen om sommige landbouw- en huishoudelijke praktijken te wijzigen en zelfs de verspreiding van pesticiden te verbieden;

7° zijn de weggedeelten die het gebied doorkruisen, voorzien van waterdichte geulen voor de opvang van alle vloeistoffen of materies die er toevallig in geloosd kunnen worden;

8° wanneer putten, boringen, uithollingen of grondwerken die op meer dan 3 meter onder de grondoppervlakte worden uitgevoerd, onderworpen zijn aan een bouwvergunningaanvraag die voor advies of toestemming aan het Bestuur van Ruimtelijke ordening, Stedebouw en Patrimonium moet worden voorgelegd, vindt dit laatste tijdens het onderzoek van de aanvraag het advies van de houder in. Deze formaliteit wordt geëist wanneer voornoemde werken, in de dichtbijgelegen voorkomingsgebieden van de winningen van mineraal, thermaal en koolzuurhoudend water, op een diepte van meer dan 2 meter worden uitgevoerd. Indien het advies niet gegeven wordt binnen de maand vanaf de dag van kennisgeving van de aanvraag, wordt het gunstig geacht te zijn.

Ondersectie 2. - Afgelegen voorkomingsgebieden

Art. 21. In het afgelegen voorkomingsgebied zijn verboden :

1° de gecontroleerde stortplaatsen bedoeld in het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de gecontroleerde stortplaatsen van klasse 3, zoals bepaald bij artikel 32, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen;

2° de verliesputten.

Art. 22. In het afgelegen voorkomingsgebied is de aanleg verboden van :

- 1° nieuwe kerkhoven;
- 2° nieuwe kampeerterrainen;
- 3° de al dan niet permanent gebruikte circuits of terreinen bedoeld in het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen;
- 4° nieuwe terreinen bestemd voor het parkeren van meer dan 5 motorvoertuigen.

Art. 23. In het afgelegen voorkomingsgebied :

1° worden vloeistoffen die stoffen van lijst I of II bevatten, alsmede vloeibare koolwaterstoffen, oliën en smeermiddelen opgenomen in waterdichte ontvangers, geplaatst op ondoorlaatbare oppervlakten die voorzien zijn van een opvangsysteem dat elke vloeibare lozing uitsluit, onverminderd andere striktere reglementaire bepalingen en met uitzondering van elektrische transformatoren waarvan het hulsel een vloeistof van lijst I of II bevat, mits zodanig te zijn uitgerust dat het gevaar voor een hulselbreuk tot een minimum is herleid.

De lucht- of kelderontvangers van vloeibare koolwaterstoffen, met een volume van meer dan 500 liter, worden geplaatst in waterdichte retentiekomen die een voldoende capaciteit hebben om elke vloeibare lozing te voorkomen.

De ingegraven ontvangers van vloeibare koolwaterstoffen zijn voorzien van een dubbelhulsel waarvan de waterdichtheid gecontroleerd kan worden om zich ervan te vergewissen dat elke lozing uitgesloten is;

2° moeten de leidingen voor produkten of materies die stoffen van lijst I of II bevatten, waterdicht zijn; het gevaar voor een toevallig springen ervan moet tot een minimum herleid worden;

3° worden de opslagplaatsen voor afvalstoffen of de installaties voor de verwijdering of valorisatie van afvalstoffen bedoeld in het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen aan de volgende regels onderworpen :

- a) zij worden opgericht op ondoorlatende gronden;
- b) zij worden voorzien van een opvangsysteem dat elke lozing voorkomt;

4° worden :

- dierlijke meststoffen als mest, aalt, gier;
- meststoffen en pesticiden;

en inkuilingsprodukten waaruit vloeibare lozingen kunnen voortkomen,

in waterdichte tanks of ontvangers opgeslagen of worden de opslagplaatsen ervoor op ondoorlatende oppervlakten opgericht. De opslagplaatsen zijn voorzien van een opvangsysteem dat elke vloeibare lozing uitsluit;

5° moeten de overdekte omheinde dierenruimten, met name stallen en kennels, beschikken over een ondoorlatende bodem en over een opvangsysteem dat elke lozing uitsluit;

6° mogen de verspreidingen van dierlijke meststoffen, van produkten die voor landbouwdoeleinden verspreid mogen worden, en van stikstofkunstmeststoffen de in bijlage III vermelde maximumdosissen niet overschrijden;

7° mogen de verspreidingen van pesticiden de op de verpakkingen vermelde dosissen niet overschrijden, overeenkomstig de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, en het besluit van 5 juni 1975 betreffende het bewaren, het verkopen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen en fytofarmaceutische produkten.

Als de Minister vaststelt dat de concentratie actieve stoffen die pesticiden bevatten, in het ontvangende water hoger is dan :

80% van de voor het drinkwater toegelaten maximale concentratie, m.b.t. de waarde die per afzonderlijke stof is vastgesteld, of dan

80% van de voor het drinkwater toegelaten maximale concentratie, m.b.t. de waarde die voor het geheel van de stoffen is vastgesteld,

neemt hij de gepaste maatregelen om sommige landbouw- en huishoudelijke praktijken te wijzigen en zelfs de verspreiding van pesticiden te verbieden;

8° wanneer putten, boringen, uithollingen of grondwerken die op meer dan 5 meter onder de grondoppervlakte worden uitgevoerd, onderworpen zijn aan een bouwvergunningaanvraag die voor advies of toestemming aan het Bestuur van Ruimtelijke ordening, Stedebouw en Patrimonium moet worden voorgelegd, vindt dit laatste tijdens het onderzoek van de aanvraag het advies van de houder in. Deze formaliteit wordt geëist wanneer voornoemde werken, in de dichtbijgelegen voorkomingsgebieden van de winningen van mineraal, thermaal en koolzuurhoudend water, op een diepte van meer dan 3 meter worden uitgevoerd. Indien het advies niet gegeven wordt binnen de maand vanaf de dag van kennisgeving van de aanvraag, wordt het gunstig geacht te zijn.

Art. 24. Voor de toepassing van dit hoofdstuk zijn de overeenkomstig artikel 2 van de wet van 1 augustus 1924 omtrent de bescherming der minerale of thermale wateren vastgestelde beschermingsomtrekken gelijkgesteld met de afgelegen voorkomingsgebieden.

Sectie 3. - Toezichtsgebieden

Art. 25. In het toezichtsgebied :

1° mogen de verspreidingen van dierlijke meststoffen, van produkten die voor landbouwdoeleinden verspreid mogen worden, en van stikstofhoudende meststoffen de in bijlage III bedoelde maximumdosissen niet overschrijden;

2° als de Minister vaststelt dat de overeenkomstig de artikelen 20, 6°, en 23, 7°, getroffen restrictieve maatregelen onvoldoende zijn, kan hij, voor het gehele toezichtsgebied of een gedeelte ervan, maatregelen van dezelfde aard nemen.

HOOFDSTUK VII. - Maatregelen betreffende bepaalde steengroeven

Art. 26. Hoofdstuk VI is niet van toepassing op steengroeven in werking.

Wanneer een grondwaterwingebied van categorie B of C zich in een steengroeve in werking bevindt of wanneer een steengroeve in werking zich in een voorkomingsgebied bevindt :

1° mogen de werktuigen die in de steengroeve gebruikt worden, geen koolwaterstofflekken vertonen; in voorkomend geval worden zij onmiddellijk voor herstelling weggebracht;

2° mogen enkel de voor de exploitatie van de steengroeve gebruikte produkten zich in de groeve bevinden;

3° moeten de produkten die de kwaliteit van de grondwaterlaag kunnen aantasten, hetzij opgeslagen worden in waterdichte retentiekommen met een omvang die minstens gelijk is aan de gehele omvang van de in elke kom bewaarde tanks, hetzij opgeborgen worden in vatten of ontvangers die zelf opgeslagen zijn op een ondoorlatende oppervlakte voorzien van een opvangsysteem dat elke lozing uitsluit;

4° zijn verliesputten verboden in het voorkomingsgebied. Huishoudelijk en sanitair afvalwater wordt hetzij uit de steengroeve en het voorkomingsgebied via waterdichte leidingen afgevoerd, hetzij ter plaatse in waterdichte vatten of ontvangers opgeslagen, en door erkende putjesscheppers afgevoerd.»

Art. 5. Hoofdstuk VI wordt hoofdstuk VIII. Artikel 17 wordt opgeheven. Artikel 16 wordt vervangen door een als volgt luidend artikel 27 :

«Art. 27. § 1. De artikelen 17 en 21 tot 25 van dit besluit zijn van toepassing in de beschermingsomtrekken vastgesteld overeenkomstig de wet van 1 augustus 1924 omtrent de bescherming der minerale of thermale wateren.

§ 2. Artikel 17 treedt in werking binnen het jaar dat volgt op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. Artikel 18, 1°, 3°, 5°, 6°, 7°, 9° en 10°, is van toepassing op de bestaande werken, constructies en installaties binnen het jaar na de omschrijving van het dichtbijgelegen voorkomingsgebied.

Artikel 18, 2° en 8°, is van toepassing op de bestaande werken, constructies en installaties binnen vier jaar na de omschrijving van het dichtbijgelegen voorkomingsgebied.

Behalve de in de alinea's 1 en 2 van deze paragraaf bedoelde hypothesen wordt artikel 18, 1° tot 10°, van toepassing zodra het dichtbijgelegen voorkomingsgebied omschreven is.

§ 4. Artikel 20, 2°, 3° en 4°, is van toepassing op de bestaande werken, constructies en installaties binnen het jaar na de omschrijving van het dichtbijgelegen voorkomingsgebied.

Artikel 20, 1° en 7°, is van toepassing op de bestaande werken, constructies en installaties binnen twee jaar na de omschrijving van het dichtbijgelegen voorkomingsgebied.

Behalve de in de alinea's 1 en 2 van deze paragraaf bedoelde hypothesen is artikel 20, 1°, 2°, 3°, 4° en 7°, van toepassing zodra het voorkomingsgebied omschreven is.

De artikelen 19 en 20, 5°, 6° en 8°, zijn van toepassing zodra het dichtbijgelegen voorkomingsgebied omschreven is.

§ 5. De artikelen 21, 1° en 23, 1°, 2° en 4°, zijn van toepassing op de bestaande werken, constructies en installaties binnen vier jaar na de omschrijving van het afgelegen voorkomingsgebied.

De artikelen 21, 2° en 23, 3°, zijn van toepassing op de bestaande werken, constructies en installaties binnen twee jaar na de omschrijving van het dichtbijgelegen voorkomingsgebied.

Behalve de in de alinea's 1 en 2 van deze paragraaf bedoelde hypothesen, zijn de artikelen 21 en 23 van toepassing zodra het afgelegen voorkomingsgebied omschreven is.

De artikelen 22 en 23, 6°, 7° en 8°, zijn van toepassing zodra het afgelegen voorkomingsgebied omschreven is.

§ 6. Artikel 25 is van toepassing zodra het toezichtsgebied omschreven is.

§ 7. Artikel 26, 3° en 4°, tweede alinea, is van toepassing binnen het jaar na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 26, 1°, 2° en 4°, eerste alinea, is onmiddellijk toepasselijk.»

Art. 6. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage II

LIJST¹. - Families en groepen van stoffen

Lijst I omvat de afzonderlijke stoffen die de hierna vermelde families en groepen van stoffen toebehoren, met uitzondering van de stoffen die, vanwege het geringe gevaar voor giftigheid, duurzaamheid en bioaccumulatie, ongeschikt voor lijst I worden geacht :

1. Organohalogeenvverbindingen en stoffen die zulke verbindingen in het watermilieu kunnen doen ontstaan
2. Organische fosforverbindingen
3. Organische tinverbindingen
4. Stoffen die in het watermilieu of door aanraking ermee een carcinogene, mutagene of teratogene kracht hebben
5. Kwik of kwikverbindingen
6. Cadmium of cadmiumverbindingen
7. Minerale oliën en koolwaterstoffen
8. Cyaniden

LIJST II. - Families en groepen van stoffen

Lijst II omvat de afzonderlijke stoffen en de categorieën die de hierna vermelde families en groepen van stoffen toebehoren, en die schadelijk voor het grondwater zouden kunnen zijn.

1. De volgende metalloïden en metalen alsook de verbindingen ervan :

1. zink	11. tin
2. koper	12. borium
3. nikkel	13. beryllium
4. chroom	14. barium
5. lood	15. uranium
6. selenium	16. vanadium
7. arsenicum	17. kobalt
8. antimonium	18. thallium
9. molybdenium	19. tellurium
10. titaan	20. zilver

2. kiemdodende middelen en de derivaten ervan die niet voorkomen op lijst I;

3. stoffen die een schadelijke invloed hebben op de smaak en/of de geur van het grondwater, alsook verbindingen die zulke stoffen in het water kunnen doen ontstaan en waardoor het water ongeschikt voor menselijke consumptie zou kunnen worden;

4. giftige of permanente organische siliciumverbindingen en stoffen die zulke verbindingen in het water kunnen doen ontstaan, met uitzondering van degene die biologisch gezien onschadelijk zijn en die zich snel in het water in onschadelijke stoffen omzetten;

5. anorganische fosforverbindingen en elementaire fosfor;

6. fluoriden;

7. ammoniak, nitrieten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 1995 tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen.

Namen, 9 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage III

1. Maximale stikstofhoudende bodembemesting volgens het type bebouwde gewassen :

Zonder toevoer van dierlijk mest of stikstof onder organische vorm		
Gewas	Stikstof onder minerale vorm (kg per ha/jaar)	
Bieten	180	
Maïs	180	
Koolzaad	225	
Aardappels	225	
Wintertarwe	170	
Lentegraangewassen	100	
Wintergerst	170	
Chicorei	30	
Vlas	60	
Bonen	50	
Erwten	30	
Spontaan braakland	0	

Met toevoer van dierlijk mest of produkten die voor landbouwdoeleinden verspreid mogen worden		
Gewas	Stikstof onder organische vorm (kg per ha/jaar)	Stikstof onder minerale vorm (kg per ha/jaar)
Bieten	210	120
Maïs	210	120
Koolzaad	185	145
Aardappels	185	145
Wintertarwe		150
Lentegraangewassen		80
Wintergerst		160
Cichorei		0
Vlas		50
Bonen		40
Erwten		0
Spontaan braakland		0

Wanneer er mestproduktie is, kan men een jaarlijkse toevoer van 12 tot 13 t per ha en per jaar als normaal beschouwen. Deze mesttoevoer gebeurt meestal in één keer in het begin van de wisselcyclus, d.w.z. in het geheel ca. 40 t voor een driejarige wisseling, wat bij mestverspreiding met een gemiddelde toevoer van 200-210 kg/ha/3 jaar organische stikstof overeenstemt.

Dezelfde hoeveelheid stikstof kan ook met 45 t runderaalt, 35 t varkenslaot ofwel 22 t aalt van pluimvee worden bereikt.

2. Maximale stikstofhoudende bodembemesting op maai- of grasweiden :

In weiden wordt de toevoer van een hoeveelheid dierlijk meststof overeenstemmend met ca. 200kg/ha stikstof gevolgd door meerdere over de tijd verspreide opbrengbeurten van 40 tot 50 kg/ha minerale meststoffen, waarbij men een totale hoeveelheid van 650 kg/ha/jaar niet mag overschrijden.

3. Maximale stikstofhoudende bodembemesting op sportterreinen :

Op een met graszoden belegd sportterrein mag de toevoer van stikstofhoudend mest en/of mineraal mest 200 kg/ha/jaar stikstof niet overschrijden, zelfs als deze toevoer in de tijd opgesplitst is.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 1995 tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen

Namen, 9 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 — 1610

[C — 27270]

30 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, notamment l'article 13;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, notamment l'article 8;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;